



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DPSPC

150 avenue Yves Farge
ZI des Yvaudières
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : VAT20250463

Code AIOT : 0010000683

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement DPSPC implanté 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DPSPC
- 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Dépôt Pétrolier de Saint-Pierre-des-Corps (DPSPC) exploite des activités de remplissage, stockage et distribution d'hydrocarbures liquides dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

Le dépôt est implanté sur deux terrains, un de 30 000 m² (dépôt Ouest, créé en 1954) et un de 45 000 m² (dépôt Est, créé en 1972), reliés par une nappe de cinq canalisations enterrées.

L'approvisionnement s'effectue par le pipeline TRAPIL. Pour la livraison des produits pétroliers, le site dispose de quais de chargement de camions-citernes en dôme et en source (4 postes sources et 1 dôme avec 2 postes). Les chargements sont réalisés seulement sur le dépôt Ouest.

Le dépôt pétrolier exploité par la société DPSPC est réglementé au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2017 actualisant la situation administrative et prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique également aux activités exercées par la société DPSPC ainsi que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels et l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 PFAS mousses
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Entretien des réseaux de collecte	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3	/	Demande d'action corrective	4 mois
9	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		concernant les polluants organiques persistants			
17	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plaquette PPI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Test d'équipement de sécurité - feu de bac 32	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.9.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Entretien des réseaux de collecte	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
7	Interdiction du	Règlement européen	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants		
8	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
10	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Sans objet
11	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Sans objet
12	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
13	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
14	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
15	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
16	Modalités de maintien de la surveillance si	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	coupure d'électricité (3.c)			
18	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Sans objet
19	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet
20	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 09/04/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de</p>

l'ouvrage.
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 1^{er} juillet 2025, l'exploitant informe l'inspection que les deux pousses d'arbustes ont été retirées et qu'en complément la commande SPDCCAC25060085 prévoit les travaux de réfection du joint du bac 11. Le nettoyage des cuvettes de rétention est pris en compte et sera réalisé durant l'été 2025.</p> <p>Constat du 22/10/2025 : L'inspection est allée contrôler sur site la réalisation des travaux : - Le nettoyage du fond de la cuvette de rétention du site DPSPC Est a été réalisé cet été et courant septembre. - Les arbustes présents sur le joint du réservoir n°11 ont été retirés. - Par contre la réfection du joint du bac n°11 n'a pas été réalisée. L'intervention a été confiée à la Société LASSARAT Philippe basée au Havre. La réfection du joint est prévue courant novembre 2025.</p> <p>L'écart identifié lors de la visite du 09/04/2025 est maintenu.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise la réfection du joint entre la robe du réservoir n°11 et son massif béton et transmet à l'inspection les éléments permettant d'attester la réalisation des travaux.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Plaquette PPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, Information préventive des population
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux</p>

susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations. [...] Cette information est renouvelée tous les 5 ans et à la suite de toute modification notable. [...]

Constats :

Constat du 22/10/2025 :

Par courriel en date du 17/10/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la plaquette PPI finalisée, ainsi que le courriel adressé à l'unité interdépartementale en date du 1^{er} juillet 2025, attestant avoir déposé en version papier, les plaquettes d'information à la population, le matin même, dans les mairies de SAINT PIERRE DES CORPS et de LA VILLE AUX DAMES pour distribution aux riverains.

L'inspection a constaté, le 20/10/2025, que la plaquette PPI est disponible en téléchargement sur le site internet de la commune de Saint Pierre des Corps. Elle n'est pas accessible sur le site internet de la Ville aux Dames.

L'écart identifié lors de la visite du 09/04/2025 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Test d'équipement de sécurité - feu de bac 32

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.9.2

Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2025

Prescription contrôlée :

Prescription confidentielle.

Constats :

Constat du 22/10/2025

Par courrier en date du 1^{er} juillet 2025, l'exploitant a informé l'inspection que le contrôle des buses de la couronne 32 sera réalisé lors de la prestation de contrôle des BAM (Boîtes à mousse) via des alpinistes.

Par message du 10/10/2025, l'inspection a demandé le rapport d'exécution et de résolution du problème. Par courriel du 17/10/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'intervention de la société SRMA qui est intervenue les 10 et 11/07/2025. Elle atteste qu'un test en eau a été effectué sur les couronnes incendie des réservoirs, avec démontage et nettoyage des buses obstruées.

L'écart identifié lors de la visite du 09/04/2025 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des réseaux de collecte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2025

Prescription contrôlée :

Les dispositifs de récupération des eaux usagées et égouttures (fosses, réseau, installations de traitement...) sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification exhaustive périodique a minima tous les trois ans.

Les conclusions et actions correctives menées sont consignées dans un rapport tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat du 22/10/2025 :

Par message du 10/10/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant la transmission du rapport de vérification des réseaux de collecte des eaux usées.

En retour, par courriel du 17/10/2025, l'exploitant a transmis deux rapports d'intervention de la société SOA en date du :

- 24/09/2025 pour l'inspection de routine du réseau « Eaux pluviales » du dépôt Est
- 22/09/2025 pour l'inspection de routine du réseau « Eaux pluviales » du dépôt Ouest.

Les rapports de visite détaillés ont été réalisés.

L'écart identifié lors de la visite du 09/04/2025 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien des réseaux de collecte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de récupération des eaux usagées et égouttures (fosses, réseau, installations de traitement...) sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification exhaustive périodique a minima tous les trois ans.</p> <p>Les conclusions et actions correctives menées sont consignées dans un rapport tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats du 22/10/2025</p> <p>L'exploitant a transmis deux rapports d'intervention de la société SOA en date du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 24/09/2025 pour l'inspection de routine du réseau « Eaux pluviales » du dépôt Est - 22/09/2025 pour l'inspection de routine du réseau « Eaux pluviales » du dépôt Ouest. <p>Ces deux rapports font état de nombreux désordres : fissures, dépôts solidifiés, ruptures, déboitements,... ,sur les réseaux du dépôt Ouest comme sur ceux du dépôt Est.</p> <p>L'exploitant s'engage à réaliser le chiffrage de la résolution de l'ensemble des désordres pour début 2026. En priorisant les interventions, un plan d'actions sera décliné.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection son plan d'actions dans un délai de 4 mois</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

L'exploitant informe l'inspection que le site est en phase de finalisation de la substitution des émulseurs avec PFAS par des émulseurs sans PFAS.

- Une nouvelle cuve d'émulseur d'une capacité de 40 000 litres a été installée. Cette cuve dispose de 4 compartiments de 10 000 litres chacun, ce qui permettra ainsi une meilleure rotation et une meilleure gestion de l'émulseur sans PFAS dont la durée de vie est plus courte. La référence du nouvel émulseur est PROFREE FFF AR 3-3 (fournisseur PROFOAM).
- Les 4 compartiments ont été partiellement remplis avec le nouvel émulseur, pour un total de 36 000 litres. 2 000 litres supplémentaires sont stockés en GRV sur rétention afin de permettre le réamorçage du groupe M6 lors de sa remise en service.
- la centrale DPSPC Ouest/Est est aujourd'hui fonctionnelle avec le nouvel émulseur sans PFAS grâce au groupe émulseur M6 lui aussi fonctionnel.
- Le second groupe émulseur M4, qui est en doublon du groupe M6, a été décontaminé. Les résultats des analyses sont attendus dans les prochains jours. Si les résultats sont satisfaisants, le groupe M6 sera remonté et remis en service dans les prochaines semaines. Si les résultats d'analyse sont insatisfaisants, le groupe M6 subira un nouveau cycle de nettoyage afin d'éviter toute contamination future, du nouvel émulseur, par des PFAS.
- L'ensemble des tuyauteries inox, la robinetterie et les joints de l'installation a été remplacé par du matériel neuf afin d'éviter aussi les contaminations.
- L'ancienne cuve a été vidée et sera décontaminée d'ici la fin d'année 2025.
- L'ancien émulseur présent dans l'ancienne cuve ainsi que les eaux de lavage générées par le nettoyage des groupes émulseurs M6 et M4 ont été envoyés en destruction chez SARP industrie à Limay (78).

- Sur le site reste 7 GRV de 1 000 litres chacun, de l'ancien émulseurs avec une formulation récente. Ils ne seront pas utilisés sur site. Chacun des lots sera prochainement analysé. Si les concentrations en PFAS autorisés sont inférieures aux seuils en vigueur, les GRV seront repris par l'un des 8 dépôts pétroliers du groupe jusqu'à interdiction totale des PFAS. Si les résultats d'analyse révèlent des concentrations supérieures, ils seront aussi envoyés en destruction.

Constats :

L'émulseur sans PFAS choisi et équipant déjà l'installation de défense incendie, a pour référence « PROFREE FFF AR 3/3 ». Le fournisseur est PROFOAM. Par conséquent, il n'y a pas de PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique) dans sa composition.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :**Constats du 22/11/2025 :**

L'émulseur sans PFAS choisi et équipant déjà l'installation de défense incendie, a pour référence « PROFREE FFF AR 3/3 ». Le fournisseur est PROFOAM. Par conséquent, il n'y a pas de PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) dans sa composition.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

<p>Constats :</p> <p>Constat du 22/10/2025 L'émulseur sans PFAS choisi et équipant déjà l'installation de défense incendie, a pour référence « PROFREE FFF AR 3/3 ». Le fournisseur est PROFOAM. Par conséquent, il n'y a pas de PFOA (acide perfluorooctanoïque) dans sa composition.</p> <p>Absence d'écart constaté</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 9 : Notification des stocks de PFOA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Du fait du rachat du site DPSPC par CCMP, les personnes présentes lors de l'inspection n'ont pu confirmer la notification des stocks d'émulseur avec PFAO pour l'année 2025, à la DGPR. L'exploitant actuel va chercher l'information auprès de l'ancien exploitant.</p> <p>Les 7 GRV encore présents de l'ancien émulseur, selon le retour des résultats d'analyse, seront transférés sur un autre site du groupe si conforme à la réglementation en vigueur, si ce n'est pas le cas, ils seront détruits. Si les GRV devaient rester sur site en 2026, une déclaration de stock sera alors réalisée.</p> <p>Constat du 22/10/2025 L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la notification de l'état des stocks d'émulseur contenant des PFOA, pour l'année 2025. L'exploitant transmettra à l'inspection la déclaration de stock 2025 faite par son prédécesseur ou fera une nouvelle déclaration de stock pour les 7 GRV présents actuellement sur site s'ils contiennent des PFOA.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange; c) un article; <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
<p>Constats :</p> <p>Constat du 22/10/2025 :</p> <p>L'émulseur sans PFAS choisi et équipant déjà l'installation de défense incendie, a pour référence « PROFREE FFF AR 3/3 ». Le fournisseur est PROFOAM. Par conséquent, il n'y a pas de PFCA C9-C14 dans sa composition.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII

du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
Constats : <p>Constat du 22/10/2025 : L'émulseur sans PFAS choisi et équipant déjà l'installation de défense incendie, a pour référence « PROFREE FFF AR 3/3 ». Le fournisseur est PROFOAM. Par conséquent, il n'y a pas de PFHxA (acide perfluorohexanoïque) dans sa composition.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
Constats : <p>L'alimentation du site en énergie, en mode de fonctionnement normal, est assuré par énergie</p>

électrique uniquement.

En cas de perte d'alimentation électrique, DPSPC Ouest et Est est pourvu d'un groupe électrogène qui permet de secourir l'ensemble du dépôt.

En cas de coupure du réseau électrique extérieur, un inverseur de source instantané détecte automatiquement la perte d'alimentation électrique et bascule instantanément sur le groupe électrogène de secours qui se met en marche automatiquement en 2/3 secondes.

Quand le groupe électrogène de secours se met en route, le site passe en mode dégradé, les parties les plus consommatrices en énergie sont automatiquement stoppées :

- Le poste de chargement camion (PCC),
- l'unité de récupération des vapeurs (URV) associée au PCC.
- l'alimentation du dépôt via le réseau TRAPIL, selon un protocole établi entre TRAPIL et DPSPC.

Le groupe électrogène secoure l'ensemble des autres postes du dépôt pétrolier :

- tous les organes de sécurité (l'ensemble des détecteurs, des alarmes, des sondes, ...)
 - toute la sécurité incendie,
 - l'ensemble des locaux administratifs avec le poste de supervision et la salle de crise POI.
- Le groupe électrogène dispose d'un réservoir de GNR de 160 litres. Dans le même local, un second réservoir de 400 litres, équipé d'une pompe, permet de faire des appoints en cas de besoin. L'autonomie du groupe électrogène, en fonctionnement à 40 % de charge est comprise entre 10 et 11h en utilisant les 2 réservoirs.

En cas de défaillance du groupe électrogène, l'ensemble des équipements prioritaires sont aussi secourus par des onduleurs. Le dépôts DPSPC Ouest/Est en possède 6, chacun en doublon.

Le programme de maintenance du groupe électrogène et des onduleurs est géré par la GMAO.

Pour le groupe électrogène, le programme de maintenance est le suivant :

- Toutes les semaines : test de fonctionnement réalisé par un agent DPSPC.
- Tous les ans : Maintenance par une société extérieure. La dernière visite d'inspection réalisée par la société MS POMPES date du 08/08/2025. L'entretien annuel n'a révélé aucun problème.

Pour les onduleurs, le programme de maintenance est le suivant :

- Un contrôle visuel de bon fonctionnement est réalisé quotidiennement par un agent du site qui assure la ronde matinale.
- Tous les ans : contrôle et maintenance par une société extérieure. Le dernier contrôle ont été réalisés par la société GENERGIE Onduleurs le 23 septembre 2025. Teste de capacité.
- Tous les 5 ans : remplacement complet des onduleurs, qui correspond à la durée de vie moyenne

d'un tel équipement.

Sur le terrain :

- un test du groupe électrogène a été réalisé. Ce test a aussi permis d'évaluer la consommation du groupe, donnée que l'exploitant ne possédait pas. La consommation a été estimée avec une charge de 40 % ce qui correspond au mode de fonctionnement dégradé, en cas de coupure électrique extérieure. La consommation est de 54 l/h. Ce qui donne une autonomie comprise entre 10 et 11h avec une charge de 40 %

L'inspection a aussi vérifié le niveau du réservoir du groupe électrogène, il était à 98 % et contenait 156 litres.

Constat du 22/10/2025

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

Constat du 22/10/2025 :

En cas de coupure d'alimentation électrique, la stratégie de DPSPC consiste en la mise à l'arrêt du site.

C'est à dire que l'alimentation du site via TRAPIL est stoppée, ainsi que le poste de chargement camion avec l'unité de récupération de vapeur associée. Ce sont les postes les plus consommateurs en énergie.

Par contre, l'ensemble des dispositifs de sécurité (détection, alarme, supervision, DCI,...) est secouru par le groupe électrogène.

Dispositif supplémentaire, en cas de défaillance du groupe, un second secours par des onduleurs existe. Chaque onduleur est doublé, avec un bascule automatique, ce qui augmente encore l'autonomie. Selon ce qui est associé aux onduleurs, les résultats du contrôle et de la maintenance

annuelle du 23/09/2025 donnent des autonomies de 7 min à 40 minutes. Les 2 onduleurs qui disposent de l'autonomie la plus faible vont être changés par un modèle d'une capacité supérieure afin d'améliorer cette autonomie.

En cas de coupure électrique, DPSPC dispose d'un numéro d'appel de son fournisseur afin d'identifier dans un premier temps que la coupure provienne bien du fournisseur et non d'une panne interne et dans un second temps d'avoir des renseignements sur la durée de l'évènement. L'exploitant appelle aussi les autres sites voisins. C'est une situation qui s'est déjà produite.

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

Constat du 22/10/2025 :

En cas de défaillance de l'alimentation électrique, tous les équipements nécessaires à la sécurité du site sont secourus par groupe électrogène, puis par onduleurs en cas de défaillance du groupe électrogène.

DPSPC dispose d'une procédure (Analyse de risque P.I01.14) en cas de panne d'une MMRI.

A partir du 1^{er} janvier 2026, DPSPC basculera sur l'organisation de CCMP et appliquera la procédure équivalente de CCMP (ITD n°26 de CCMP-CIM).

Si une MMRI ou un système de détection venait à défaillir totalement, des rondes visuelles seraient mises en place.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens

<p>d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p> <p>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</p> <p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</p>
<p>Constats :</p> <p>En mode de fonctionnement normal, les agents disposent en salle de supervision des procédures d'exploitation hors POI, leur permettant d'assurer la fonctionnement du site ainsi que la sécurité.</p> <p>En salle PC Exploitant POI, l'exploitant dispose du POI, de fiches plastifiées facilement accessibles permettant de gérer l'ensemble des scenarii de crise identifiés ainsi que de plans et de photos aériennes des installations.</p> <p>L'exploitant s'astreint à réaliser plusieurs exercices POI chaque année. Lors de ces exercices, les actions mises en place sont majoritairement réalisées à distance au poste de supervision, via des automates. Afin de permettre une meilleure compréhension des actions réalisées, en guise de formation, les opérateurs vont souvent ensuite sur site afin d'identifier la localisation des équipements sur lesquels ils ont agi et associer les actions manuelles à mettre en œuvre en cas de défaillance de la commande à distance.</p> <p>Pour chaque scénario POI, il existe un synoptique qui permet d'identifier l'ensemble des équipements associés et des actions à réaliser sur ceux-ci (exemple : ouverture / fermeture d'une vanne,...). En cas de coupure totale d'alimentation électrique, ces fiches permettraient aux opérateurs d'identifier les actions manuelles à réaliser.</p> <p>Constat du 22/10/2025 Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans</p>

le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

En cas de coupure électrique, l'exploitation du site est mise à l'arrêt. Les fonctions les plus consommatrices d'énergie (Alimentation via TRAPIL, chargement des camions, ...) sont stoppées.

Le groupe électrogène secoure alors l'ensemble des dispositifs qui assurent la mise en sécurité du site et sa supervision. L'autonomie du groupe avec son réservoir d'appoint est estimée entre 10 et 11h avec une charge de 40 % du fait de l'arrêt d'exploitation. Il existe un second niveau de protection avec des onduleurs qui prendraient le suite du groupe électrogène en cas de panne, chaque onduleur est doublonné. Tant que le groupe électrogène et les onduleurs fonctionnent, tous les fonctions de surveillance et de sécurités sont disponibles.

Pendant la durée d'autonomie des onduleurs, en PC Exploitant POI, seraient alors décidées les actions prioritaires de contrôle ou surveillance visuelles par des agents en organisant des rondes.

Constat du 22/10/2025

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

<p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Toutes les fonctions essentielles à la sécurité du site sont secourues par le groupe électrogène, puis par des onduleurs.</p> <p>Constat du 22/10/2025 L'exploitant n'est pas en capacité de donner la liste des équipements précis secourus par chacun des onduleurs</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection dans un délai de 2 mois la liste de l'ensemble des équipements secourus par les différents onduleurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 18 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Tant que le groupe électrogène et les onduleurs fonctionnent, toutes les fonctions de surveillance et de sécurités sont disponibles. L'autonomie cumulée est comprise entre 10h30 et 11h30.</p> <p>Sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un test du groupe électrogène a été réalisé. Ce test a aussi permis d'évaluer la consommation du

groupe, donnée que l'exploitant ne possédait pas. La consommation a été estimée avec une charge de 40 % ce qui correspond au mode de fonctionnement dégradé, en cas de coupure électrique extérieure. La consommation est de 54 l/h. Ce qui donne une autonomie comprise entre 10 et 11h avec une charge de 40 %

L'inspection a aussi vérifié le niveau du réservoir du groupe électrogène, il était à 98 % et contenait 156 litres.

De plus, l'inspecteur a demandé à tester la mise en route automatique d'un onduleur, en simulant une perte d'utilité électrique.

Un agent avec habilitation électrique a disjoncté l'alimentation entrante de l'onduleur « 01 process », l'inspection a constaté immédiatement, le déclenchement de l'onduleur qui a pris le relai de l'alimentation électrique. L'inspection est ensuite allée au poste de supervision, afin de constater cette situation.

Au niveau de la supervision, pendant l'arrêt électrique d'une dizaine de minutes, il a bien été constaté que la tension électrique en entrée de l'onduleur était coupée (1V) et que la tension en sortie était à 229 V attestant du secours électrique assuré par l'onduleur. Pendant la durée de la coupure, il a pu être constaté la baisse de charge de la batterie de l'onduleur passant de 100 % à 88 % et l'autonomie baisser jusqu'à 29 minutes à la fin du test.

Constat du 22/10/2025 :
Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Le programme de maintenance du groupe électrogène et des onduleurs est géré par la GMAO.

Pour le groupe électrogène, le programme de maintenance est le suivant :

- Toutes les semaines : test de fonctionnement réalisé par un agent DPSPC.
- Tous les ans : Maintenance par une société extérieure. La dernière visite d'inspection réalisée par la société MS POMPES date du 08/08/2025. L'entretien annuel n'a révélé aucun problème.

Pour les onduleurs, le programme de maintenance est le suivant :

- Un contrôle visuel de bon fonctionnement est réalisé quotidiennement par un agent du site qui assure la ronde matinale
- Tous les ans : contrôle et maintenance par une société extérieure. Le dernier contrôle a été réalisé par la société GENERGIE Onduleurs, le 23 septembre 2025. Lors de cette opération, l'autonomie de chaque onduleur a été évaluée.
- Tous les 5 ans : remplacement complet des onduleurs, qui correspond à la durée de vie moyenne d'un tel équipement.

Constat du 22/10/2025

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art 56 « Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

Constats :

L'exploitant répond aux prescriptions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010.

Constat du 22/10/2025 :

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite